

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale  
et accords nationaux**

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

**ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2008  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009  
(FRANCHE-COMTÉ)**

NOR : *ASET0950276M*

IDCC : 2609

Entre :

La fédération du bâtiment Franche-Comté ;

La CAPEB Franche-Comté ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région de Franche-Comté.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Franche-Comté est fixé comme suit :

- niveau A : 1 374 € ;
- niveau B : 1 467 € ;
- niveau C : 1 539 € ;
- niveau D : 1 692 € ;
- niveau E : 1 907 € ;
- niveau F : 2 086 € ;
- niveau G : 2 366 € ;
- niveau H : 2 519 €.

## **Article 2**

Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## **Article 3**

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés s'engagent à ouvrir une négociation en décembre 2009 ou en janvier 2010 afin de fixer les valeurs des salaires minimaux applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## **Article 4**

Aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC tel que défini à l'article 24 de l'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982.

## **Article 5**

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

## **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Besançon, le 15 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)